

INTERNATIONAL • GUERRE EN UKRAINE

# Guerre en Ukraine : les Européens, alliés ignorés et humiliés par l'administration Trump

Steve Witkoff, l'envoyé spécial du président américain, et Jared Kushner, gendre de Donald Trump, ont choisi de rencontrer, à Miami, le négociateur en chef et le chef d'état-major ukrainiens, après avoir annulé leur étape bruxelloise à leur retour de Moscou.

Par Elsa Conesa (Berlin, correspondante), Claire Gatinois et Philippe Jacqué (Bruxelles, bureau européen)

Publié le 05 décembre 2025 à 06h45, modifié le 05 décembre 2025 à 09h58

• Lecture 4 min.

---

Article réservé aux abonnés



L'envoyé spécial du président américain, Steve Witkoff, et le gendre de Donald Trump, Jared Kushner, lors d'une réunion avec le président russe, Vladimir Poutine, au Kremlin, à Moscou, le 2 décembre 2025. KRISTINA KORMILITSYNA / VIA REUTERS

Les représentants américains ont choisi le jour, le lieu et la liste des hôtes, ne laissant, à dessein, aucune place à l'Europe. Jeudi 4 décembre, à Miami (Floride), non loin de la résidence de Donald Trump, à Mar-a-Lago, l'envoyé spécial du président américain, Steve Witkoff, et son gendre Jared Kushner ont rencontré le négociateur en chef ukrainien, Rustem Umerov, et le chef d'état-major des armées ukrainiennes, Andri Hnatov, pour leur faire part des détails de leurs négociations à Moscou, l'avant-veille, menées avec Vladimir Poutine. Aucun compromis sérieux n'a été trouvé avec le président russe, qui maintient des revendications maximalistes pour faire capituler Kiev.

**Lire aussi |** [EN DIRECT, guerre en Ukraine : la Russie dit avoir intercepté 41 drones ukrainiens dans la nuit, des attaques signalées à Syzran et dans le kraï de Krasnodar](#)



Mais le sujet de préoccupation des Ukrainiens et de leurs alliés européens n'est pas seulement russe. Il est devenu américain. Quelques heures après la rencontre des deux hommes de confiance de Donald Trump avec Vladimir Poutine, Kirill Dmitriev, l'ancien dirigeant du Fonds d'investissement direct russe et proche conseiller du chef du Kremlin, a ébruité, sur X, le contenu des discussions, assurant que le document, étudié « *en détail* », était un plan en 27 points. Soit, à peu de chose près, le plan de paix initial de 28 points, ébruité le 21 novembre, qui épousait la plupart des revendications russes.

LA SUITE APRÈS CETTE PUBLICITÉ

Le résultat des négociations de Genève menées entre Européens, Américains et Ukrainiens, le 23 novembre, pour en ôter les éléments les plus problématiques et le rendre acceptable au regard des règles du droit international ? Oublié. Les Européens ne sont plus sûrs de rien. « *Nous n'étions pas dans la salle* », commente le Quai d'Orsay, à Paris.

Une source ukrainienne, citée par le *Financial Times* du 4 décembre, confirme, elle, que le plan présenté par les Américains comportait « *des points* [que les Ukrainiens ont] *refusé d'aborder... des points* [qu'ils n'ont] *pas approuvés et* [que les Américains] *voulaient discuter avec les Russes* ». Les Américains ont exigé des Ukrainiens la plus grande discréetion. « *Ils ne peuvent rien dire ou partager avec nous* », constate un diplomate de haut rang à Bruxelles.

Plongés dans le noir, les alliés de Kiev, dont le sort est lié à celui de l'Ukraine par la menace russe, sont délibérément mis à l'écart des pourparlers par les Etats-Unis. Ignorés, mais aussi humiliés. Après le rendez-vous de Moscou, une rencontre avait été programmée par les Européens à Bruxelles entre Steve Witkoff, Jared Kushner et le président ukrainien, Volodymyr Zelensky. Il s'agissait d'éclaircir le sujet des garanties de sécurité promises à Kiev en cas de cessez-le-feu. L'Ukraine ne pourrait accepter de concession territoriale qu'en échange d'une protection américaine pour éviter toute nouvelle offensive russe.

## « Aucun respect » pour les Européens

A Genève, le secrétaire d'Etat américain, Marco Rubio, avait donné l'aval des Etats-Unis à une force de stabilisation de la paix. Mais rien n'a été signé. Et l'avion des deux Américains n'a jamais fait escale en Belgique. Les hommes du président préférant donner rendez-vous à la délégation ukrainienne en Floride, à des milliers de kilomètres du Vieux Continent. « *Pour Trump, les Européens, c'est comme les Guatémaltèques, il n'a pour eux aucun respect* », assène l'ancien ambassadeur de France à Washington Gérard Araud.

La fiabilité de l'allié américain est maintenant en doute. Donald Trump, exaspéré par ce conflit qui, à l'en croire, n'aurait jamais eu lieu s'il avait été au pouvoir en 2022, fait entendre, régulièrement, qu'il n'est pas insensible aux arguments de Vladimir Poutine. Mercredi, à la Maison Blanche, le président américain a encore souligné que ses émissaires avaient le sentiment que la Russie voulait la paix et que Volodymyr Zelensky aurait dû conclure un accord en février, au moment où avait eu lieu la violente altercation entre lui, le vice-président américain, J. D. Vance, et le président ukrainien.

« *Je leur ai dit [aux Ukrainiens] : "Vous n'avez pas les cartes." Je pensais que c'était le moment idéal pour conclure un accord* », a souligné Donald Trump, qui ne se préoccupe guère de savoir qui est l'agresseur et qui est l'agressé. Jeudi, le gouvernement américain a annoncé qu'il suspendait une partie des sanctions contre le géant pétrolier russe Lukoil, moins de quinze jours après l'entrée en vigueur de celles-ci, pour permettre aux stations-service situées hors de Russie de continuer à fonctionner.

Les Européens s'indignent, mais en coulisse. Lundi, lors d'une conversation téléphonique menée en marge de la visite de Volodymyr Zelensky à Paris, dont le magazine allemand *Der Spiegel* a diffusé, mercredi, la retranscription, Emmanuel Macron a alerté : « *Volodymyr court un grand danger, et il est possible que les Etats-Unis trahissent l'Ukraine sur la question des territoires sans garanties de sécurité claires* », dit-il, observant le jeu des Russes consistant à obtenir ce qu'ils peuvent pour gagner du temps.

## Logique de promoteurs immobiliers

Les profils de Steve Witkoff et de Jared Kushner, deux hommes d'affaires lorgnant le marché russe avec une logique de promoteurs immobiliers, inquiètent. « *On ne peut pas laisser les Ukrainiens et Volodymyr seuls avec ces gars* », a affirmé le président finlandais, Alexander Stubb. « *Volodymyr, tu dois faire très attention dans les jours à venir, ils se jouent de toi et de nous* », a appuyé le chancelier allemand, Friedrich Merz.

**Lire aussi |**  [Ukraine : à Moscou, l'envoyé de Donald Trump, Steve Witkoff, n'obtient pas d'avancées face à Vladimir Poutine](#)



Aucun des dirigeants cités n'a voulu commenter cette conversation. L'Elysée précise que le mot « trahison » n'a pas été prononcé. Les Européens sont seuls, marginalisés, et parfois bernés. Mais ils refusent d'entrer dans un rapport de force avec les Etats-Unis, qui ne ferait que souligner leurs faiblesses et leurs divisions, pensent-ils. « *Les Européens dépendent, pour leur défense, de l'Amérique, il s'agit de ne pas perdre Trump, quelles que soient les couleuvres que l'administration américaine leur fait avaler. Trump a réussi par un tour de passe-passe prodigieux, permettant d'instaurer un climat de peur générale sur ce qu'il peut faire. C'est moins la puissance américaine que l'usage qu'il peut en faire qui effraie* », observe Michel Duclos, conseiller spécial en géopolitique à l'Institut Montaigne.

Les Européens semblent réduits à attendre que les Etats-Unis constatent par eux-mêmes le blocage russe à tout processus de paix. Ils disposent pourtant de leviers politiques et financiers vis-à-vis de l'administration américaine pour hausser le ton. Faire le jeu de Vladimir Poutine ulcère une partie des républicains, et l'administration Trump ne peut décider, comme cela figurait dans le plan de paix initial, d'une adhésion à l'Union européenne, ou d'une exclusion de Kiev de l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord, sans l'accord des Etats membres.

La saisie des avoirs russes, logés en Europe, permettrait aussi aux responsables européens de mettre la main sur quelque 210 milliards d'euros. Assez pour financer plus de deux années d'aide militaire à l'Ukraine et de pallier, au moins en partie, une éventuelle défection de l'aide américaine. Mais la machinerie juridique européenne et la réticence de la Belgique, où est domicilié l'essentiel de ces avoirs, enrayent ce plan miraculeux. Vendredi, M. Merz devait se rendre en Belgique pour, dit-il, « *convaincre* » le premier ministre, Bart De Wever, « *que la voie qu'[ils] propos[ent] ici est la bonne* » pour « *aider l'Ukraine* ». L'Allemagne pourrait être un garant pour la sécurisation de ces actifs.

Dans la soirée de jeudi, M. Zelensky, sur un ton offensif, a rappelé son souhait d'« *obtenir des informations complètes sur les propos tenus à Moscou* », rappelant aux Américains que « *le soutien de [ses] partenaires* » européens était nécessaire.

**Elsa Conesa** (Berlin, correspondante), **Claire Gatinois** et **Philippe Jacqué** (Bruxelles, bureau européen)

---

**Jeux**

**Découvrir**

